

Burkina Faso

Patrick Kulesza

La population du Burkina Faso est en 2017, selon la Banque mondiale, de 19,19 millions d'habitants, avec un taux de fécondité de 5,35 enfants par femme et un taux de croissance de la population de 2,9% de variation annuelle.

Le Burkina-Faso comprend 66 groupes ethniques différents. Les *Peul m'bororo* et les *Touareg* s'auto identifient comme autochtones. Ils vivent dans tout le pays mais sont particulièrement concentrés dans les régions du nord, de Séno, Soum, Yagha et Oudalan ; ils sont souvent isolés géographiquement, dans des zones sèches, économiquement marginalisées où ils sont victimes de violations de leurs droits humains.

Selon le recensement officiel de 2006, le Burkina compte 60,5% de musulmans, 19 % catholiques, 15,3 % d'animistes et 4,2 % de protestants.

L'existence de peuples autochtones n'est pas reconnue par la Constitution du Burkina Faso. Celle-ci garantit l'éducation et les soins à tous mais le manque de ressources et d'infrastructures appropriées font que les nomades, en pratique, n'ont qu'une jouissance très limitée de ces droits.

Le Burkina-Faso a voté pour la Déclaration des nations unies des droits des peuples autochtones.¹



Situation politique en 2018

Dans la lutte contre le djihadisme au Sahel, le Burkina-Faso apparaît désormais comme le maillon faible. Les attaques terroristes se sont multipliées à partir de janvier 2018, avec plus de 240 morts depuis 2015, selon un décompte officiel réalisé à la mi-octobre.

- À l'est, ces derniers mois, les régions frontalières du Mali et du Niger, a vu un nouveau « front » émerger, mais les assauts contre les forces de sécurité locales n'ont pas toujours été revendiqués.
- Le nord du pays lui, continue de plonger : des préfets ont été assassinés, des expatriés enlevés tandis que des menaces visent les enseignants et que des magistrats sont en fuite, autant de signes du recul de l'Etat.

Du côté de la population, le sentiment d'insécurité s'accroît et l'impatience se fait sentir... Le pays est classé 183^{ème} sur 187 de l'Indice de développement humain (IDH) publié par les Nations unies en septembre 2018.²

Révision périodique universelle (RPU) au Conseil des droits de l'homme

Le 12 mai 2018, la situation des Minorité et peuples autochtones du Burkina –Faso a été examinée par le Conseil aux droits de l'homme à Genève.

Le rapport du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme mentionne :

74. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a noté avec préoccupation que certains groupes, notamment les nomades, les migrants et les personnes vivant dans les zones rurales, n'étaient peut-être pas suffisamment pris en compte dans les politiques et les programmes de développement du Burkina Faso. Il a recommandé au Burkina Faso de prendre des mesures pour éviter leur marginalisation³.

75. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale s'est dit préoccupé par la dimension communautaire et parfois ethnique des conflits entre éleveurs et agriculteurs, en particulier ceux impliquant les Peuls⁴. Le Comité des droits de l'homme a engagé le Burkina Faso à réduire les tensions entre éleveurs et agriculteurs et, à cet effet, de prendre en considération les causes profondes des conflits, telles que l'insécurité foncière⁵. Il s'est dit préoccupé par les informations selon lesquelles les Peuls étaient régulièrement pris pour cible par des milices d'autodéfense et a salué la création, en 2015, de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires⁶.

Avenir du pastoralisme

- Un rapport de la Plateforme d'action pour la sécurisation des ménages pastoraux -PASMEP a été publié le 20 août 2018. A cette occasion le coordonnateur des organisations de la société civile de défense et de promotion du pastoralisme René Millogo a présenté le rapport intitulé : « **Pastoralisme au Burkina : L'avenir de ce secteur est vraiment problématique, pourtant.** ».

Dans l'entretien diffusé par *Faso.net* il déclare : « *on a observé que les politiques au niveau national ne prenaient pas en compte suffisamment (je dis bien, suffisamment) ces groupes cibles et les enjeux sous-jacents alors qu'il s'agit en même temps d'une activité économique hautement viable pour le développement de notre pays. Nous pensons donc qu'il faut travailler davantage à tous les niveaux pour prendre plus en compte les communautés pastorales et leurs contributions au développement économique et social.* ».⁷

- Le rapport de l'UNOWAS (UN Office for West Africa and the Sahel) a été publié le 16 octobre 2018 sous le titre : ***Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel - Vers une coexistence pacifique***⁸.

L'introduction synthétise la situation des éleveurs nomades : Ces dernières années, les conflits impliquant des éleveurs ont augmenté dans certaines régions de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, causant des milliers de morts. Ces conflits découlent surtout de la compétition pour l'accès aux terres, à l'eau et à la nourriture, mais des facteurs politiques et socio-économiques y sont aussi associés, qui ont trait à la manière dont sont gérées les ressources naturelles. Les éleveurs sont à la fois victimes et acteurs de ces conflits, qui peuvent éclater entre leurs propres groupes, ou entre éleveurs et agriculteurs. Les causes et moteurs des conflits liés au pastoralisme sont :

1. la pression démographique et écologique en Afrique de l'Ouest et au Sahel est un phénomène régional :
2. l'augmentation considérable des surfaces des terres cultivées au fil des ans, alors que les pâturages diminuaient d'autant. Cela est dû en partie au fait que les éleveurs possèdent rarement les terres à titre individuel ou collectif, et qu'ils comptent sur l'accès aux pâturages et à l'eau comme ressources communes, objet d'un accord avec les communautés locales ».

Djihadisme et groupes d'autodéfense

Actions qualifiées de djihadismes

Dans le nord du Burkina-Faso, depuis 2017, les djihadistes s'attaquent aux écoles qui se trouvent dans le nord du pays, dans le territoire qui longe le Mali et le Niger. Ils ont tué un directeur, des professeurs, des élèves et brûlé plusieurs écoles. À ce jour, ces attaques ont entraîné la fermeture de 216 établissements : cela touche 24 000 élèves et 895 enseignants.⁹

Confession d'un djihadiste peul

Fin décembre 2017, un ancien membre d'Ansaroul Islam raconte comment le groupe terroriste a tiré partie des humiliations infligées par l'armée aux villageois. Le journal Le Monde sous le titre « *Au Burkina Faso, « c'est comme si tous les Peuls étaient djihadistes »* » restitue cette confession : Gorko Boulo était membre de Ansaroul Islam depuis sa création. Ce jeune homme d'une vingtaine d'année a rejoint cette cause, ce n'est pas pour propager sa foi mais, dit-il pour défendre les siens : les Peuls, communauté disséminée en Afrique de l'Ouest qui se sentent souvent discriminée. « *Je veux que les gens sachent qu'il y a des innocents assassinés et torturés dans le Soum* », insiste-il avec la conviction de ceux qui se posent en protecteurs des leurs.¹⁰

Développement des Kogleweogo.

Les *Koglweogo*, ces « *gardiens de la forêt* » en langue mooré, sont nés en 2014 dans le contexte de crise politique et sociale, de la volonté de combattre l'« *insécurité institutionnalisée* ». Mouvements d'autodéfense, ils sont le fruit d'une initiative populaire aujourd'hui répandue sur presque tout le territoire à l'exception du grand Ouest et des Cascades.

Les pratiques violentes et ritualisées par les groupes *Koglweogo* sont désormais courantes dans une majeure partie du pays. Dans les zones rurales, qui étaient sujettes à des problèmes d'insécurité, les différents témoignages semblent aller dans le sens d'une

amélioration de la situation et d'un sentiment de réduction de l'insécurité. Cependant, le mouvement *Koglweogo*, de par la « chasse aux voleurs » qu'il mène et l'intégration d'anciens délinquants dans ses rangs, est accueilli de différentes manières au sein de la société. La prolifération de ces groupes d'autodéfense alimente aussi des conflits plus latents. Ainsi, on voit ressurgir dans les discours des oppositions entre communautés, entre « autochtones » et « nouveaux arrivants », entre centre et périphérie, entre monde rural et urbain ou entre classes sociales. Enfin, à l'aune des échéances électorales (élections présidentielles en 2020) la question de l'insertion de ces groupes armés dans le jeu démocratique reste entière.¹¹

Rapport de l'International Crises Group

ICG a publié le 17 octobre 2017 un rapport : *Nord du Burkina-Faso : ce que cache le jihad*. L'analyse de ICG fait ressortir qu'« *Au-delà de la seule région du Sahel, il existe chez les Peul, présents dans tout le Burkina, un sentiment de victimisation. Des membres de la communauté se plaignent d'être sous-représentés parmi l'élite politique et administrative, et déplorent le fait que, selon eux, les institutions de l'Etat (justice, administration, forces de sécurité) favorisent les autres communautés en cas de conflit.* »¹²

Notes et références

1. Issa Diallo IWGIA Monde autochtone 2017. <http://gitpa.org/web/BURKINA%20FASO%20FINAL%20%20.pdf>
2. Le Bilan du Monde 2018 Le Monde, Sophie Douce
3. CERD/C/BFA/CO/12-19, para. 12.
4. Ibid., para. 15. Voir aussi : CCPR/C/BFA/CO/1, paras. 41–42.
5. CCPR/C/BFA/CO/1, para. 42.
6. 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146
7. Rapport PASMÉP : Interview de René Millogo. <http://lefaso.net/spip.php?article85052>
8. Rapport UNWAS. <https://unowas.unmissions.org/fr/pastoralisme-et-securite-en-afrique-de-l-ouest-et-au-sahel>
9. Interview de Oumarou Traoré, inspecteur au ministère de l'éducation nationale du Burkina Faso, conseiller Technique de l'association Asmae. La Croix 1 juin 2018
10. Confession d'un djihadiste peul. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/10/confessions-d-un-djihadiste-du-burkina-vu-ce-que-font-les-forces-de-securite-a-nos-parents-je-ne-regretterai-jamais-leur-mort_5227587_3212.html
11. Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso . Diffusion et structuration des groupes Koglweogo par *Romane Da Cunha Dupuy* et *Tanguy Quidelleur* | 15 novembre 2018
- 12: <https://www.crisisgroup.org/fr/file/5273/download?token=WO-Rs1LP>

Patrick Kulesza est directeur exécutif du GITPA, Groupe international de travail pour les peuples autochtones